

L'INDE : UNE GRANDE PUISSANCE ?

Ayant déjà franchi le cap du milliard d'habitants, en voie de dépasser la Chine en population, accusant des taux de croissance économique meilleurs que les moyennes mondiales, l'Inde est vite classée parmi les puissances montantes du XXI^e siècle. J'exprimerai ici des doutes sur ce pronostic, tant les conditions pour que l'Inde parvienne à devenir une grande puissance « moderne » me paraissent loin d'être réunies.

La raison de mes doutes procède de l'importance décisive que j'attribue au fait que l'Inde indépendante ne s'est pas attaquée au défi majeur auquel elle est confrontée, celui de transformer radicalement les structures qu'elle a héritées de son façonnement par le capitalisme colonial. Sans doute la classe dirigeante de l'Inde indépendante s'est-elle proposée de greffer sur cet héritage, maintenu dans ce qu'il a d'essentiel, un projet « national bourgeois ». Examinant les succès, les limites, voire les échecs de ce projet, je poserai la question que le discours dominant – celui du « libéralisme mondialisé » - évacue d'emblée : celle de savoir si la bourgeoisie de ce pays n'est pas condamnée à s'inscrire dans la compradorisation immanente au statut des structures capitalistes périphériques du pays et si, par conséquent, sans passer par une véritable révolution sociale qui ne paraît pas être à l'ordre du jour de l'avenir visible, son accession au statut de grande puissance moderne paraît impossible.

1. L'héritage colonial

La colonisation britannique a pour l'essentiel transformé l'Inde ancienne en un pays agraire capitaliste dépendant. Les Britanniques ont, à cette fin, systématiquement construit des formes affirmées de la propriété privée du sol agricole excluant la majorité de la paysannerie de l'accès à celle-ci. Ces formes ont permis la constitution de grandes propriétés dominantes dans le Nord du pays, moins défavorables aux propriétés moyennes d'une paysannerie relativement aisée dans le Sud. La majorité des paysans se sont retrouvés transformés en une paysannerie pauvre, pratiquement sans terre. Le prix payé pour l'option en faveur de cette « voie capitaliste » du développement de l'agriculture est l'incroyable misère qui frappe la grande majorité du peuple indien.

La forme universelle de l'organisation de la gestion du sol n'est pas la propriété privée, comme le croient et le pensent spontanément les esprits modernes déformés par l'eurocentrisme, mais la propriété éminente d'une collectivité politique. Dans l'Inde ancienne c'était celle de collectivités villageoises, qui géraient l'accès au sol (sur la base de principes hautement inégalitaires, en relation avec la hiérarchie des castes), elles mêmes soumises à une collectivité politique supérieure, l'Etat (qui percevait son tribut sur les collectivités soumises à son pouvoir). Les Britanniques ont promu les responsables de cette gestion politique aux divers niveaux d'exercice de leur pouvoir au rang de « propriétaires privés », imposant leur modèle particulier de la voie capitaliste occidentale devenue « universelle ». Comme l'on fait d'autres Européens ailleurs, en Amérique et dans les colonies d'Asie et d'Afrique. Aujourd'hui les fonctionnaires de la Banque Mondiale ne disposent pas de l'équipement intellectuel qui leur permettrait de comprendre que ce qu'ils préconisent comme la voie exclusive universelle (la propriété privée du sol) n'est rien d'autre qu'une voie exceptionnelle,

dont le succès dans une petite partie du monde cache le fait qu'elle constitue, en général, c'est-à-dire pour le « reste du monde », une impasse.

Les communistes indiens ont préconisé, à l'origine, la remise en cause de cet héritage et avaient inscrit à leur programme la réforme agraire dans sa forme la plus radicale (« la terre à ceux qui la travaillent », c'est-à-dire pratiquement à tous les paysans). Les bourgeois du Congrès ne l'ont jamais fait. Et l'Inde indépendante a réduit ses promesses faites aux paysans à un semblant de réforme agraire sans portée réelle. Il reste que lorsque, comme au Bengale occidental et au Kerala, les pouvoirs locaux communistes ont été un peu plus loin - autant que leur permettrait la constitution indienne - les résultats positifs enregistrés en termes sociaux et économiques n'ont pas été négligeables et le soutien populaire aux promoteurs des réformes s'est trouvé renforcé.

Mais si cette question fondamentale de la propriété du sol agraire avait constitué naguère l'un des axes majeurs des débats au sein du communisme et au delà, dans l'ensemble des forces « progressistes » (y compris bourgeois démocratiques et populistes), la pénétration de l'idéologie libérale après la seconde guerre mondiale (avant même son triomphe d'apparence totale à la fin du siècle) est parvenue à imposer l'idée - fausse - que la propriété privée du sol était « incontournable », que la voie occidentale (la disparition de la paysannerie absorbée par le développement capitaliste urbain) était sans alternative et que l'exigence de la réforme agraire était de cet fait « dépassée ». La Banque Mondiale lui a substitué la « révolution verte » et des formes prétendues de « réformes agraires soutenues par le marché ». Les résultats de leur mise en œuvre ont toujours tourné au désastre - le renforcement des inégalités sociales et l'approfondissement de la soumission des producteurs agricoles au capital dominant (ce qui constituait en fait les objectifs véritables - inavoués - de ces politiques). L'Inde en constitue un bel exemple (cf l'analyse de Srilata Swaminathan sur le sujet, in, « Lutttes paysannes et ouvrières face aux défis du XXIe siècle », FTM-2004). On sait aussi que les réformes agraires soutenues par le marché, mises en œuvre par la Banque Mondiale du Brésil à l'Afrique du Sud, ont tourné à la farce. Malheureusement la gauche « révolutionnaire » est aujourd'hui largement contaminée par les billevesées propagées par l'idéologie libérale. Quant aux traditionalistes qui prétendent rétablir l'ordre social d'origine « authentique », ils se gardent bien en fait de remettre en cause cet héritage de la colonisation dont sont bénéficiaires les minorités de privilégiés ! « Hindouistes » ici, comme les défenseurs de l'Islam politique ailleurs (en particulier au Pakistan), s'inscrivent en fait dans la soumission aux exigences de la poursuite de l'expansion des formes du capitalisme périphérique dépendant.

En Inde cet héritage colonial est renforcé dans ses effets de blocage du progrès par la persistance (aggravée dans certains de leurs aspects) de l'idéologie des castes. Les « castes inférieures » (aujourd'hui connues sous le nom de Dalit) et assimilées (« populations tribales ») rassemblent un quart de la population indienne (autour de 250 millions d'individus). Privées de tous droits, en particulier de l'accès au sol, ils constituent une masse de « quasi esclaves » propriété collective des « autres ». Leur statut inférieur, un peu analogue à celui des Hilotes à Sparte, permet aux autres de puiser dans cette masse de travailleurs disponibles ceux qui leur conviennent pour une tâche et un temps, contre simplement une pitance minimale. La persistance de cette condition renforce les idées et les comportements réactionnaires des « autres » et favorise l'exercice du pouvoir par et au bénéfice de la minorité des privilégiés, contribuant à atténuer, voire neutraliser les protestations éventuelles de ceux des exploités - la majorité - qui se situent entre les exploités minoritaires et les opprimés de statut dalit.

Bien entendu la colonisation britannique s'était gardé de remettre en cause l'organisation en question, se masquant derrière la prétention hypocrite de « respecter les traditions » (que les Anglais n'ont pas respecté lorsque cela leur paraissait nécessaire, comme ils l'ont fait en privatisant la propriété du sol !). Le pouvoir colonial a simultanément manipulé la situation à son profit, en faisant accéder quelques dalits – par l'éducation - à des postes de collaborateurs. On peut dire que les pouvoirs de l'Inde indépendante ont poursuivi cette tradition, qui n'a été objet de questionnement sérieux que pendant le court moment du gouvernement de l'alliance de gauche, dirigée par V. P. Singh et soutenue par les communistes. La droite hindouiste, bien entendu, n'a rien à dire sur le sujet ! et les Etats-Unis aujourd'hui – par ONGs de « défense des droits de l'homme » interposées – tentent de manipuler de la même manière la protestation des dalits et de la contenir dans des espaces inoffensifs pour la gestion d'ensemble du capitalisme.

Cette situation est peut être en voie d'être heureusement dépassée par la radicalisation des luttes à l'occasion des insurrections paysannes maoïstes « naxalites » en particulier. Ces insurrections ont certes été vaincues, au sens qu'elles ne sont pas parvenues à établir et à stabiliser un pouvoir populaire dans des régions libérées. Elles n'en ont pas moins amorcé un saut dans la remise en question des structures de la propriété héritées du colonialisme et de l'organisation des castes, et, en cela, n'auront peut être été que le prélude à des mobilisations révolutionnaires à venir. L'irruption des dalits sur la scène politique, fait social majeur des deux dernières décennies, est sans doute, en partie au moins, le produit du naxalisme.

2. Succès et limites du projet national populiste

Les gouvernements du Congrès de l'Inde indépendante ont mis en œuvre un projet national qui s'inscrit parfaitement dans son époque, marquée par les victoires remportées par les mouvements de libération nationale d'Asie et d'Afrique à la suite de la seconde guerre mondiale. Les partis, les forces politiques qui s'étaient mobilisées dans cette lutte pour la conquête de l'indépendance, la modernisation et le développement, désormais au pouvoir, bénéficiaient d'une légitimité incontestable. Mais les projets qu'ils ont développés souffraient des ambiguïtés qui avaient caractérisé les mouvements de libération eux-mêmes. Ces projets s'affirmaient anti-impérialistes et ils l'étaient dans le sens qu'ils avaient bien compris que la modernisation et le développement exigeaient préalablement la libération nationale. Mais ils s'arrêtaient là et croyaient pouvoir imposer au système dominant globalement – le capitalisme mondialisé – les ajustements indispensables pour permettre aux nations d'Asie et d'Afrique de s'affirmer comme des partenaires égaux et par ce moyen de surmonter progressivement les handicaps de leur « retard ». Ils n'y sont pas parvenus - en dépit de succès dont la portée n'a jamais été négligeable - et ont rencontré rapidement les limites de leurs conceptions stratégiques.

Les débats de l'époque – en Inde comme ailleurs en Asie et en Afrique – portaient précisément sur ces conceptions stratégiques. S'agissait-il d'une étape incontournable, qualifiée dans le jargon marxiste du moment d'étape « bourgeoise démocratique révolutionnaire », qui préparait son propre dépassement à gauche par le passage à la « construction socialiste » ?

Le projet des pouvoirs dirigeants, au-delà de sa dimension nationale affirmée, comportait des « volets sociaux » de portée plus ou moins réelle que la grande alliance du peuple contre l'impérialisme imposait probablement même à ceux qui, dans ces classes dominantes,

n’imaginaient rien qui puisse aller au-delà des rapports capitalistes. Par delà la variété des situations un dénominateur commun associait tous ces pouvoirs légitimes issus de la libération nationale : leur caractère « populiste », entendant par là d’une part leur volonté de faire partager les bénéfices du développement par l’ensemble (ou la majorité) de la société, et d’autre part leur souci de maîtriser le processus en privant les classes dominées de la possibilité de s’organiser librement hors de leur contrôle.

Les Communistes ont souvent exprimé une conscience claire de cette contradiction et des limites qu’elle imposait aux réalisations du système. Mais, pour des raisons diverses que je n’aborderai pas ici l’ayant fait ailleurs, entre autre sous l’influence des Soviétiques (et des attitudes préconisées par eux, argumentées dans les termes de la « voie non capitaliste »), la majorité des communistes en Asie et en Afrique avaient fini par devenir des forces de soutien (plus ou moins « critique ») des projets nationaux populistes en question. La cassure qui a opposé le maoïsme aux soviétiques a parfois atténué l’ampleur de ce ralliement, en Asie notamment. Sur ce plan les Communistes indiens ont dans l’ensemble (tant le PC-M que le PC-ML maoïste) gardé leurs distances à l’égard du projet national populiste du Congrès, à l’exception du PCI qui, pour cette raison, se retrouve aujourd’hui marginalisé. Les Communistes indiens ont donc conservé une position forte dans leur société, sans comparaison par exemple avec celle des communistes arabes dont les partis s’étaient ralliés pratiquement inconditionnellement aux populismes nassérien, baasiste et boumeddienniste.

En dépit de leurs limites, les succès du projet national populiste de l’Inde de Nehru et d’Indira Gandhi n’ont pas été négligeables, tant au plan économique que politique.

La colonisation avait procédé dès le départ à une désindustrialisation systématique de l’Inde – alors avancée – au bénéfice de la Grande Bretagne en voie d’industrialisation. L’Inde indépendante a donc donné la priorité première à son industrialisation. Celle-ci, conçue avec un bon degré de systématisation au moins dans la période des premiers Plans du temps de Nehru, a associé le grand capital industriel indien privé aux entreprises du secteur public, promues pour combler les insuffisances du système productif hérité de la colonisation, accélérer la croissance et renforcer les industries de base.

Les macropolitiques de régulation alors mises en œuvre étaient conçues pour servir ce projet de modernisation. Les contrôles des prix et des échanges extérieurs, les subventions, les réglementations concernant les entreprises étrangères et les emprunts technologiques poursuivaient l’objectif prioritaire de protéger l’industrie indienne des effets dévastateurs de la domination des marchés mondiaux par le capital impérialiste. A titre secondaire seulement les régulations en question ont poursuivi des objectifs sociaux – redistribution des revenus, mais surtout réduction de la misère extrême des classes populaires. Ce plan de modernisation industrielle accélérée s’accompagnait d’un projet de développement de la production agricole (vivrière en particulier) fondé sur ce qu’on a appelé la révolution « verte » (substitut à l’abandon de la réforme agraire - la « révolution rouge » !), destiné principalement à assurer l’autonomie alimentaire du pays de manière à lui permettre de consacrer toutes ses recettes d’exportation à la couverture exclusive des importations nécessaires à son industrie.

Le projet dans son ensemble était bel et bien de nature capitaliste, dans ce sens que les rapports de production et les technologies choisies ne remettaient pas en question les logiques fondamentales du capitalisme. Mais on dira que, dans ce sens les expériences du socialisme réellement existant (celle de la Chine comprise) ne s’en démarquaient pas davantage, en dépit de l’exclusivité – ici – de la propriété publique. Le projet indien était tout de même moins

radical dans ce sens que le degré de déconnexion de son système productif à l'égard du système mondial dominant était moins systématique qu'il ne l'était en URSS ou en Chine, dont les salaires et les prix – planifiés en principe – étaient réellement détachés de toute comparaison avec ceux du système capitaliste mondial. Cette caractéristique du projet indien – qu'on retrouve dans les autres expériences nationales populistes non communistes (dans le monde arabe par exemple) – était étroitement liée à la non remise en question des structures sociales héritées de la colonisation.

Ce rapport étroit s'est manifesté dans toute son ampleur par l'option en faveur de la « révolution verte », dont on sait qu'elle a renforcé, et non affaibli, la position des classes rurales dominantes, et les grands propriétaires en particulier.

Ces différences entre le modèle national indien et celui de la Chine communiste rendent compte des écarts visibles dans les résultats qu'ils ont permis. Les taux de croissance des productions industrielles et agricoles de l'Inde n'ont pas été, à l'époque, « mauvais » : ils étaient très supérieurs à ce qu'ils avaient été à l'époque coloniale, ils se situaient au-dessus de la moyenne mondiale du capitalisme de l'après guerre, à l'époque pourtant en phase de forte expansion. Mais ils sont demeurés en gros situés à des niveaux très inférieurs à ceux de la Chine. De surcroît alors que la croissance chinoise s'accompagnait d'une amélioration évidente des niveaux de vie de la masse des classes populaires, cela n'était pas le cas de celle de l'Inde, dont la croissance bénéficiait exclusivement aux classes moyennes nouvelles – minoritaires quand bien même leur expansion s'accélérait au point de passer en une trentaine d'années de 5 à 15 % de la population globale du pays – tandis que la misère des classes populaires dominantes demeurait inchangée, voire s'aggravait marginalement.

Le discours libéral ignore toutes ces réalités fondamentales. C'est pourquoi je ne souscris pas aux conclusions « optimistes » que beaucoup de « futurologistes » en tirent : l'Inde serait en voie de poursuivre une croissance accélérée qui la hissera au statut de grande puissance moderne, à l'instar de la Chine. La Chine conserve jusqu'ici l'avantage de l'héritage de sa révolution radicale, l'Inde le handicap de celui de la colonisation non remise en question. C'est la raison pour laquelle la croissance économique de la Chine, soutenue par des structures de répartition des investissements plus favorables au développement d'ensemble du système productif, continue à l'emporter largement sur celle de l'Inde et s'accompagne d'une répartition de ses bénéfices plus favorables (ou moins défavorables) aux classes populaires. Il reste que si la Chine devait se « libéraliser » davantage et l'Inde poursuivre l'option ultra libérale qui est la sienne depuis une quinzaine d'années, on verrait non pas s'accélérer les taux de leur croissance mais au contraire ceux-ci s'affaiblir, alignant la Chine sur l'Inde, voire amorçant des réductions ultérieures de ces taux dans les deux pays. Je situe la « question agraire » au cœur de ce défi auquel les deux pays sont confrontés, entendant par là la question fondamentale de l'accès de tous les paysans au sol et à la production, un accès encore en vigueur en Chine (pour combien de temps ?) , toujours refusé en Inde.

De leur côté les succès politiques de l'Inde indépendante ne sont nullement négligeables.

L'Inde est, contrairement à la Chine, un pays multinational et la colonisation britannique n'était parvenue à imposer son pouvoir qu'en jouant précisément sur la diversité des peuples (et des Etats) indiens. A l'actif du mouvement de libération nationale : son succès dans ce domaine sans pareil ailleurs dans le monde colonial. Ce mouvement est parvenu réellement à unir la dizaine des grandes nations dont le pays est composé en une seule « Nation ». Peu importe que la qualification de cette Nation (« Bharat », d'où le concept de Bharatva, qu'on

peut traduire par « indianité ») paraisse « discutable » d'un point de vue « scientifique » (ou para scientifique). L'Inde est bel et bien désormais une Nation, dont la réalité vécue s'impose à toutes ses composantes. Et jusqu'à ce jour le sentiment de cette appartenance commune l'emporte sur l'affirmation des spécificités locales (entre autre linguistiques). Le mouvement de libération nationale n'a enregistré sur ce plan qu'un seul échec, dans sa volonté d'associer les Musulmans à la création de la nouvelle Nation indienne. Ici les Britanniques sont parvenus à mettre en échec le projet national indien et à imposer la création des Etats artificiels du Pakistan et du Bengla Desh. Il reste que les Musulmans qui sont restés en Inde (15 % environ de la population totale), même si parfois ils paraissent « poser problème » (un problème que les culturalistes hindouistes exploitent, quand ils ne le suscitent pas), sont réellement et correctement intégrés dans tous les aspects de la vie sociale et politique du pays. La laïcité de l'Etat indien, que même la vague culturaliste hindouiste n'est pas parvenue à remettre en question, est à l'origine de ce succès. La comparaison entre le comportement des pouvoirs et de la société indienne majoritaire à l'égard de leur « minorité » musulmane, et celle des pouvoirs et des sociétés à dominance musulmane, (à l'égard de leurs minorités chrétiennes par exemple), démontre ici l'importance positive de la laïcité, une avancée démocratique qu'on ne retrouve pas dans d'autres régions du monde (dans le monde arabe et musulman en particulier).

Sans doute pourrait-on nuancer ce jugement globalement positif. La répression des revendications des Sikhs (qui a valu la vie à Indira Gandhi), le borbier kashmiri témoignent des limites des capacités du régime à gérer correctement les « questions nationales » (quand bien même on les qualifierait autrement). Mais il reste qu'avec toutes les grandes nations du Nord « indo aryen » et du Sud « dravidien » les pouvoirs de Delhi ont su trouver les formules d'une gestion correcte des problèmes, et par là même donner à l'unité fédérale (en fait beaucoup plus centralisée que les termes de la Constitution ne le laissent entendre) une réalité solide.

L'expérience de l'Inde contemporaine démontre la supériorité incontestable de l'option démocratique et la vanité des arguments en faveur d'une gestion autocratique prétendue plus efficace. Et cela en dépit des limites évidentes et du contenu de classe de la démocratie bourgeoise en général et de sa pratique réelle dans l'expérience de l'Inde. Cette option, à l'actif du mouvement de libération nationale (le Congrès et les Communistes), était probablement le seul moyen efficace permettant la gestion d'intérêts sociaux et régionaux divers – fussent-ils limités à ceux des classes privilégiées – et d'entraîner l'adhésion populaire au projet de la minorité constitutive du bloc hégémonique.

Sur le plan international l'Inde indépendante s'était employée à donner consistance au « front du Sud » de l'époque, le Mouvement des Non Alignés issu de la conférence afro-asiatique de Bandoung (1955) sans même que son conflit frontalier avec la Chine ne remette en question cette stratégie ouvertement anti-impérialiste.

3. La dérive libérale et culturaliste

L'érosion du projet national populiste devait nécessairement se produire en Inde comme ailleurs, pour les mêmes raisons qui tiennent aux limites et contradictions propres à ce projet. Cette érosion et la délégitimation du pouvoir qui l'accompagnait ont donné l'occasion à une offensive des forces obscurantistes, soutenues par la classe compradore dominante et une fraction large des classes moyennes (dès lors que leur expansion se ralentissait, voire cédait la

place à des difficultés grandissantes), encouragées par le discours (et les manœuvres) de l'impérialisme des Etats-Unis.

En Inde ces illusions obscurantistes ont un nom : Hindutva. Ce terme désigne l'affirmation de la priorité de l'adhésion à la religion hindoue dans la définition de « l'identité authentique » des peuples du pays. Il s'oppose au concept de « Bharatva » qui faisait référence à la Nation. Bien entendu l'affirmation « hindouiste » en question ne remet pas en question l'héritage colonial dans les domaines de la propriété du sol en particulier et du respect des hiérarchies de caste en particulier. En ce sens, comme n'ont cessé de l'écrire les Communistes indiens, les illusions obscurantistes servent parfaitement les intérêts du pouvoir des compradores et de l'impérialisme. Les « spécificités » dont elles abreuvent leurs discours para « nationaux », voire para anti-impérialistes, sont parfaitement creuses. Elles alimentent un regain de la pratique des « communautarismes » (ici anti musulmans) que le pouvoir colonial avait utilisé en son temps pour faire face à la montée des aspirations de la libération nationale unitaire, moderniste, démocratique et laïque.

Rien sur ce plan ne distingue la régression en question de celle qui frappe d'autres sociétés de la périphérie victimes de la même érosion du projet national populiste, en particulier les sociétés arabes et musulmanes. Le parallèle avec l'Islam politique s'impose ici.

Il reste que cette dérive ne semble pas nécessairement s'imposer en Inde avec la même puissance que dans les pays arabes et musulmans. La raison en est certainement le fait que les partis communistes indiens avaient gardé leurs distances à l'égard du projet de l'Inde indépendante du Congrès, tandis que ceux des pays arabes et musulmans s'étaient ralliés pratiquement sans condition aux projets populistes analogues. En Inde les Communistes ont conservé de ce fait un degré de popularité certain – voire grandissant – qui protège la société de la régression, au moment même où presque partout ailleurs dans le monde ils étaient entrés en phase de régression (notamment électorale).

La régression s'est donc accompagnée ici d'un regain de radicalisation des luttes sociales. En témoigne l'offensive des Naxalites qui, en dépit de leurs erreurs de jugement sur les rapports de force réels dominants dans la société indienne, a fait renaître une conscience paysanne révolutionnaire sur d'immenses territoires (un tiers de l'Inde environ). En témoigne tout également l'entrée brutale des Dalits dans le combat politique et social, elle-même sans aucun doute produit associé à la radicalisation paysanne. En témoigne l'attachement affirmé de l'ensemble des classes moyennes à la démocratie, voire à la laïcité. Les Partis communistes eux-mêmes, en particulier le PC-M, ne sont pas restés insensibles à ces radicalisations.

On s'explique ainsi que l'effondrement de la légitimité presque exclusive dont le Congrès avait bénéficié n'ait pas permis une « victoire définitive » (fut-elle provisoire) de la droite. On a vu un premier gouvernement de droite renversé par une alliance électorale de gauche, dirigée par V.P. Singh, offrant aux Communistes une place plus marquée dans la vie politique du pays. Sans doute cette alliance, encore fragile, n'a-t-elle pas été capable d'éviter un retour électoral de la droite. Mais à son tour cette seconde expérience d'un gouvernement « hindouiste-compradore », souscrivant intégralement aux diktats de l'impérialisme passé à l'offensive (accélération la « libéralisation » économique), a bel et bien été un échec. Les dernières élections (2004) ont marqué un coup d'arrêt au projet de la droite. Et, dans le rejet de ce projet par la majorité électorale du peuple indien, les thèmes du « culturalisme hindou » et ceux du libéralisme promu par la bourgeoisie compradore et ses maîtres impérialistes ont été

étroitement associés comme responsables de la catastrophe sociale. Cette association n'est pas faite ailleurs, notamment dans les mondes arabes et musulmans.

Cela étant la bataille est loin d'être gagnée par la gauche indienne. Les mêmes effets de l'usure des formes de gestion de la politique associées à la phase nationale populiste – elle-même produite par le mouvement antérieur de libération nationale – qu'on retrouve ailleurs, caractérisent l'Inde contemporaine. J'entends par là la perte de crédibilité des formes d'organisation peu démocratiques et des formes de luttes « commandées d'en haut par les équipes dirigeantes » auxquelles les Partis communistes eux mêmes ne sont pas étrangers. Le conflit « mouvement (prétendu spontané) des classes populaires – aspirations à la démocratie participative/partis et organisations formelles » caractérise l'Inde comme l'ensemble du monde contemporain. La construction d'une alternative – difficile – devra répondre à ce défi.

4. La longue marche de l'alter mondialisation difficile

Le discours libéral dominant non seulement considère que le « libéralisme économique » et la forme de mondialisation qui l'accompagne seraient « sans alternative », mais encore que le ralliement à ce choix est « progressiste », tous les individus dotés d'esprit d'entreprise devant y « gagner ». Reconnaître qu'il s'agit là de billevesées démenties dans les faits et qui ne résistent à aucune réflexion théorique sérieuse ne suffit pas. La construction d'une alternative sociale progressiste s'inscrivant dans une alter mondialisation authentique demeure difficile et la marche dans sa direction longue.

Pour ce qui est de l'Inde cette construction impliquera nécessairement que, fut-ce progressivement, des réponses adéquates soient données à quatre ensembles de défis.

Premier défi : donner au problème paysan indien une solution radicale, fondée sur la reconnaissance du droit de tous les paysans du pays à l'accès au sol, dans les conditions les moins inégalitaires qui puissent être, ce qui implique à son tour l'abolition du système des castes et de l'idéologie qui le légitime. Autrement dit que l'Inde accomplisse une révolution aussi radicale que fut celle de la Chine ! Ou tout au moins qu'elle s'engage dans des évolutions fortes qui constituent des avancées dans cette direction. Les luttes paysannes en cours ne sont certes pas négligeables, leur fréquence, leur extension géographique et les violences qui les accompagnent sont visibles. Mais elles demeurent confuses et poursuivent des objectifs divers et parfois contradictoires. Les luttes les mieux organisées, celles qui remportent parfois ici ou là des victoires ou tout au moins contraignent les pouvoirs à reculer, sont celles de la paysannerie moyenne, dont les revendications s'inscrivent dans les logiques propres au capitalisme et au marché, s'agissant de revendications concernant la gestion des prix et les conditions d'accès aux intrants et au crédit. De ce fait ces luttes sont souvent dirigées par les paysans riches, eux également victimes, dans la phase actuelle, des exigences qu'imposent le capitalisme mondial, la classe compradore et l'Etat à son service. Les luttes des pauvres et sans terre – dalits inclus – restent encore dans l'ensemble des explosions privées de visions stratégiques à plus long terme. Il appartient évidemment aux Communistes de savoir renouveler sur ce sujet non seulement leur « réflexion » mais encore de contribuer à l'invention des formes d'organisations paysannes adéquates, condition évidente de la cristallisation de stratégies efficaces.

Second défi : construire l'unité du front du travail, rassembler dans ce front les segments des classes travailleuses relativement stabilisées et celles qui ne le sont pas. Il s'agit là d'un défi commun à tous les pays du monde contemporain et plus singulièrement à tous ceux de la

périphérie du système, caractérisés par les effets destructeurs gigantesques de la nouvelle paupérisation (chômage massif, précarité, excroissance de l'informel misérable). Il faut reconnaître que les organisations des classes travailleuses que le mouvement de libération nationale – communistes inclus – était parvenu à « mobiliser » avec une efficacité certaine, et qui de ce fait ont constitué la base sociale des forces politiques de la « gauche » ancienne, sont aujourd'hui confrontées à un défi d'une ampleur sans précédent. Les compromis sociaux du passé, entre capital – Etat et fractions de classes travailleuses (syndiquées notamment) sont remis en question par l'offensive de l'impérialisme et des compradores alors que les structures sociales nouvelles ont fait perdre leur efficacité aux formes anciennes d'organisation et d'action. Syndicalistes, communistes, militants des mouvements populaires ont le devoir d'ouvrir le débat sur ces questions et d'inventer des formes nouvelles permettant des avancées de la démocratie participative et capables de définir ensemble les étapes d'une stratégie commune s'inscrivant dans la longue durée.

Troisième défi : maintenir l'unité du sous continent indien, renouveler les formes de l'association des différents peuples qui composent la nation indienne sur des bases démocratiques renforcées. Déjouer les stratégies de l'impérialisme qui, comme toujours, poursuit, au-delà de ses options tactiques, l'objectif de démembrer les « grands Etats », capables de mieux résister que les micro Etats aux assauts de l'impérialisme.

Quatrième défi : articuler les options de politique internationale autour de l'axe majeur que représente la reconstruction d'un « front des peuples du Sud » (et en premier lieu de la solidarité des peuples d'Asie et d'Afrique), dans des conditions qui, bien entendu, ne sont plus celles qui présidaient à la formation du Mouvement des Non Alignés de « l'époque de Bandung » (1955-1979). Donner la priorité première dans la phase en cours à l'objectif de mettre en déroute le projet étatsunien de contrôle militaire de la planète. Déjouer les manœuvres politiques de Washington visant à empêcher un rapprochement sérieux entre l'Inde, la Chine et la Russie.

Les forces politiques et sociales qui font obstacle à l'engagement de l'Inde dans les directions mentionnées ci-dessus sont importantes. Elles constituent un « bloc hégémonique » qui rassemble un cinquième de la population – derrière la grande bourgeoisie industrielle, commerçante et financière et les grands propriétaires fonciers, la grande masse des paysans riches et des classes moyennes, la haute bureaucratie et la technocratie. Ces 200 millions d'Indiens ont été les bénéficiaires exclusifs du projet national tel qu'il s'est déployé jusqu'ici. Sans doute dans le moment actuel de libéralisme extrême triomphant ce bloc se fissure, sous l'effet entre autre du coup d'arrêt donné à la mobilité sociale ascendante des classes moyennes inférieures, menacées de précarisation, voire d'appauvrissement sinon de paupérisation. Cette conjoncture offre à la gauche la possibilité de développer des tactiques – si elle sait le faire – susceptibles d'affaiblir la cohérence de ces forces réactionnaires en général, et plus précisément de leur direction compradorisée courroie de transmission de la domination de l'impérialisme mondialisé. Mais elle offre également ses chances à la droite hindouiste – en cas de défaillance de la gauche.

On entend souvent dire en Inde que cette « nation de 200 millions d'individus » - qui constitue à elle seule un grand marché comparable à celui de plusieurs grands pays européens ! – représentait l'avenir du pays, tandis que la majorité des 800 millions d'Indiens misérables constituerait un boulet qu'elle traîne ! Cette opinion réactionnaire, outre son caractère odieux (faut-il donc exterminer les pauvres !), est parfaitement stupide. La

« minorité privilégiée » ne l'est que parce qu'elle a accès à l'exploitation des ressources du pays et à la sur exploitation de ses travailleurs majoritaires.

La minorité que constitue ce bloc se trouve donc dans une situation qui exclut la reproduction en Inde de ce que fut le compromis historique capital/travail fondateur de l'option social démocrate de l'Occident développé. Et le discours qui assimile le « fordisme périphérique » à celui caractéristique des centres développés procède d'une erreur d'appréciation magistrale de la portée de chacune de ces deux formules : le fordisme occidental associait la majorité des classes travailleuses aux bénéficiaires de l'expansion capitaliste, celui des périphéries opère au seul profit des « classes moyennes ». L'Inde n'est pas le seul exemple du genre : le Brésil, la Chine aujourd'hui sont dans des situations analogues.

La gestion de la cohérence de ce bloc hégémonique par la démocratie politique telle qu'elle est pratiquée en Inde n'atténue pas son contenu de classe réactionnaire. Elle en constitue au contraire le moyen efficace de l'affirmation.

Or ce bloc hégémonique est bel et bien « intégré » aux logiques de la mondialisation capitaliste dominante. Et jusqu'à ce jour aucune des forces politiques diverses à travers lesquelles il s'exprime ne les remet en question. On comprendra alors les raisons pour lesquelles le « projet national indien » demeure fragile et vulnérable, incapable à terme de réaliser les objectifs qu'il s'assignerait : faire de l'Inde une « grande puissance moderne capitaliste ».

Cette vulnérabilité se traduit par les comportements opportunistes fréquents de la classe politique indienne, argumentés le plus souvent en termes de « real-politik » à court terme. Face au projet des Etats-Unis de « contrôle global (militaire) de la planète » et de l'alignement de l'impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) – en dépit des grincements de quelques uns de ses partenaires – la classe politique indienne se révèle jusqu'ici incapable de concevoir et de mettre en œuvre les contre feux nécessaires. Cela impliquerait la construction d'un front associant l'Inde, la Chine et la Russie toutes également menacées par la compradorisation que produit l'expansion de l'impérialisme collectif nouveau. Cela pourrait impliquer également une recherche plus systématique d'un rapprochement avec l'Europe, dans la mesure où celle-ci prendrait quelques distances à l'égard du projet leader de Washington. Les dirigeants de l'Inde – même à travers les formules gouvernementales les plus décidées à mettre en déroute la droite hindouiste/compradore – ne l'envisagent pas. Au contraire ils persistent à donner la priorité à leurs « conflits » avec la Chine, perçue comme un adversaire militaire potentiel et un concurrent économique dangereux sur les marchés du capitalisme mondialisé. Ils croient même pouvoir « utiliser » un rapprochement éventuel avec les Etats-Unis pour s'imposer comme leur allié majeur en Asie. D'autres dans le tiers monde actuel tiennent des raisonnements analogues : le Brésil, l'Afrique du Sud et même la Chine.

Le contre feu nécessaire au déploiement de l'impérialisme collectif nouveau implique la reconstruction d'un front des peuples du Sud. Mais ici également la tâche est loin d'être facile. Les conflits entre les pays du Sud – et dans la région plus précisément entre l'Inde et le Pakistan – largement produits par les dérives « culturalistes/compradores » (pour lesquelles la responsabilité de l'Islam politique est majeure) – occupent le devant de la scène immédiate et confortent la classe politique indienne dans ses calculs tactiques à court terme.

Cet opportunisme n'est pas seulement destructeur à long terme des conditions de la construction à la fois d'une alternative nationale progressiste et d'une alter mondialisation qui

la soutienne, il aveugle ses défenseurs au point de leur faire perdre de vue la vulnérabilité de l'unité indienne et les manœuvres éventuelles de l'impérialisme qui visent à la détruire. Il n'y a pas d'illusions à se faire sur ce terrain. Même si aujourd'hui la diplomatie de Washington choisit – pour un moment et pour des motifs tactiques – de « soutenir l'Inde et son unité », son projet à plus long terme est de démembrer la capacité de ce grand pays de devenir une grande puissance. Or la soumission aux exigences de l'inscription dans l'expansion capitaliste globale renforce les tendances centrifuges. Car cette soumission accuse les inégalités « régionales » de développement. N'entend-on pas déjà les « privilégiés » de Bangalore (favorisés par l'expansion des technologies nouvelles) dire qu'un Karnataka indépendant tirerait de plus grands profits de la mondialisation en cours que l'Etat indien du Karnataka ?